

RAPPORT SUR LES ATELIERS DU FORUM CO-CRÉATION

Louvain-la-Neuve

28 avril 2016

LPTransition

Recherche Partenariale de Louvain
pour la Transition écologique et sociale

<http://lptransition.uclouvain.be/fr/index.html>

Table

Introduction.....	3
Participants.....	4
1 La transition énergétique : entre innovations technologiques, sociales et organisationnelles.....	7
2 Accompagnement des transitions liées à l'âge : quelles recherches pour une société inclusive du care ?	9
3 Atelier sur l'évolution des régimes alimentaires, l'accès à un régime diversifié et les inégalités sociales	13
4 Atelier sur les groupes d'action locale comme mode de gouvernance territoriale.....	17
5 Indicateurs pour la transition écologique et sociale	21
Récapitulatif : questions de recherche formulées par les participants aux ateliers	24

Introduction

Les ateliers visent à réunir des chercheurs et des porteurs d'innovations sociétales susceptibles d'inspirer la transition, en vue d'une inter-fécondation entre la recherche et l'action.

La transition écologique et sociale est définie comme un processus complexe de transformation à long terme d'un système sociétal, processus qui s'appuie sur des innovations sociétales portées par des acteurs économiques, associatifs ou citoyens, et comportant une évolution des valeurs sous-jacentes au système.

Pour l'édition 2016, les thématiques suivantes ont été abordées dans les ateliers :

Ateliers thématiques

- Energie
 - Atelier sur la transition énergétique : entre innovations technologiques, sociales et organisationnelles
- Système de santé
 - Atelier sur l'accompagnement des transitions liées à l'âge : quelles recherches pour une société inclusive du *care* ?
- Système alimentaire
 - Atelier sur l'évolution des régimes alimentaires, l'accès à un régime diversifié et les inégalités sociales

Ateliers transversaux

- Repenser la gouvernance
 - Atelier sur les groupes d'action locale comme mode de gouvernance territoriale
- Indicateurs
 - Atelier sur les nouveaux indicateurs pour la transition écologique et sociale

Participants

Atelier 1. La transition énergétique : entre innovations technologiques, sociales et organisationnelles (Responsable : Hervé Jeanmart)

Anthony Thomas	Engie
Elise Dupont	UCL Institut de Mécanique, Matériaux et génie Civil
François Thoumsin	Engie
Frédéric Bourgois	Coopérative COOPEOS
Gian-Marco Rignanese	UCL Institut de la Matière Condensée et des Nanosciences
Hervé Jeanmart	UCL Institute of Mechanics, Materials and Civil Engineering
Jean-Pierre Raskin	UCL - EPL
Michel Genet	Etopia
Pascal Vermeulen	Climact
Tanguy Boucquoy	Responsable énergie à la commune d'Ottignies
Thierry Laureys	Energie & Développement Local
Thomas Bauwens	HEC-School Management, University of Liège
Thomas Duquesne	Stuv (conception et fabrication de poêles à bois et à pellets)
Thomas Pardoën	UCL Institut de la Matière Condensée et des Nanosciences

Atelier 2. Accompagnement des transitions liées à l'âge : quelles recherches pour une société inclusive du *care* ? (Responsable : Florence Degavre)

Alain Tondeur	LTTO UCL
Alexandra Tambour	LIVE
Annalusa Casini	CIRTES, UCL
Antoinette Brouyaux	Associations 21
Benoît Lévesque	Université du Québec à Montreal
Bonno Pel	Universite Libre de Bruxelles
Donatienne Desmette	CIRTES UCL
Ela Callorda Fossati	CIRTES UCL
Florence Degavre	UCL Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies
Julia Wadoux	AGE Platform Europe
Laura Goormans	MAD, Brussels
Marie de Saint-Hubert	CHU UCL Namur
Rachida Bensliman	CRISS, ULB
Thibauld Moulaert	UCL - LOCI (architecture, ingénierie architecturale et urbanisme)
Thierry Vandebroek	POSECO

Atelier 3. L'évolution des régimes alimentaires, l'accès à un régime diversifié et les inégalités sociales (Responsable Olivier De Schutter)

Alessandra Manganelli	KULeuven/VUB (Chercheuse)
Alexia van Innis	indépendante
Anne Demonceaux	IPES-Food (UCL)
Antoinette Dumont	Université catholique de Louvain
Baudouin Oldenhove	indépendant

Bénédicte Flament	Observatoire santé Hainaut
Caroline Ledant	UCL
Charlotte de Callatay	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Christine Frison	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Christophe Nothomb	Réseau des GASAP asbl
Elisabeth Lagasse	UCL - CriDIS/SMAG
Elisabetta Severi	UCL
Fulya Batur	Arche Noah (seed savers Austria)
Géraldine Lonnoy	GAC Genval
Géraldine Mariaul	BRUFOTEC asbl
Julie Hermesse	UCL - Laboratoire d'anthropologie prospective
Isabelle Bayart	BRUFOTEC asbl , Conseillère en alimentation durable
Isabelle Bonjean	KULeuven - Division of BioEconomics - Post-Doc
Jeanne Collard	TCO service Ottignies (catering)
Jean-Philippe Lens	indépendant
Laurence Lambert	AEI
Maïté le Polain	doctorante CIRTES (UCL).
Manuel Lambert	ULB Service d'Ecologie du Paysage et Systèmes de Production Végétale
Marie-Noëlle Paris	Centre local de Promotion de la santé du Brabant wallon
Marlène Feyereisen	Université de Liège, SEED unité de recherche
Martin Biernaux	Projet alimentation à Solidaris
Nadine Pozza	Epicerie sociale (centre Placet)
Nick Jacobs	IPES-Food (UCL)
Noémie Maughan	ULB Service d'Ecologie du Paysage et Systèmes de Production Végétale
Olivier De Schutter	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Paula Fernandez-Wulff	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Rita Tobon	GAC TREFLE Louvain-la-Neuve
Serge Peereboom	Ferme Arc en Ciel et Mouvement d'Action Paysanne
Sixtine van Outryve	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Sophie Alaime	UCL- Service Aide aux Etudiants
Stéphane Desgain	CNCD
Steve Evrard	Responsable du plan de cohésion sociale à la commune d'Ottignies
Thérèse De Vriendt	Mouvement Terre en vue

Atelier 4. Les groupes d'action locale comme mode de gouvernance territoriale (Responsable Tom Dedeurwaerdere)

Alice Jandrain	UCL
Anne Quévit	Association des Habitants de Louvain la Neuve.
Anne Van Oost	UCL-ELI
Brendan Coolsaet	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Catherine Honnay	GAL Pays de l'Ourthe
Charles Hubert Born	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Dimitri Phukan	Fondation rurale de Wallonie
France Wagener	Boulangerie de Jandrain
Guy Dugauthier	projet GAL Gembloux (OpenGAL)
Jean-François Pecheur	GAL Pays des Condruses
Jérôme Pelenc	FNRS-ULB

Julien Didier	Réseau de consommateurs responsables
Marie Langhendries	GAL Culturalité
Mourad Hannachi	INRA France
Nicolas Cuneen	UCL
Olivier Servais	GAL de l'entre-sambre-et-meuse
Patricia Van Schuylenbergh	UCL-FIAL
Pierre M. Stassart	Université de Liège, SEED unité de recherche
Sibylle Bui	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Stéphanie Merle	Louvain Cooperation
Tom Dedeurwaerdere	UCL Institut Interdisciplinaire des Sciences Juridiques
Xavier Sohet	GAL Pays des tiges et chavées ASBL

Atelier 5. Indicateurs pour la transition écologique et sociale
(Responsable : Isabelle Cassiers)

Alain Henry	Bureau fédéral du plan
Anaïs Périlleux	UCL CIRTES
Christine Ruyters	IWEPS
Elisabetta Severi	UCL
Ezio Gandin	Les amis de la Terre
François-Olivier Devaux	Réseau Transition
Géraldine Thiry	UCL
Isabelle Reginster	IWEPS
Isabelle Cassiers	UCL Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies
Joël Van Cauter	CRABE asbl
Natacha Zuinen	Département du développement durable, Wallonie
Noémie Baudoin	UCL - Institut de recherche en sciences psychologiques
Odile Dayez	Les Petits Riens
Olivier Malay	UCL Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies
Sébastien Perea	ConcertES
Simon De Muynck	Collaborateur scientifique de l'ULB (IGEAT)
Thierry de Stexhe	La ferme de Froidmont Insertion ASBL

1 La transition énergétique : entre innovations technologiques, sociales et organisationnelles

La transition énergétique doit se construire dans de nombreuses dimensions qui dépassent largement le cadre technologique. Tous les secteurs de la vie économique et sociale sont concernés : le transport, l'électricité, la consommation de biens et services, etc. Tant l'offre que la demande doivent être questionnées. Nous souhaitons initier une réflexion autour de ces questions en incluant au maximum les acteurs universitaires de toutes disciplines, les acteurs sociaux et également les acteurs industriels.

Questions de recherche co-construites/évaluées lors de l'atelier

Dans un premier temps nous avons cherché à comprendre les particularités de la transition énergétique par rapport aux autres volets de la transition écologique et sociale. L'accès à l'énergie est directement lié à la notion de confort et de bien-être, et la transition énergétique peut effrayer les acteurs mal informés en donnant l'impression que l'on va directement altérer leur niveau de vie.

Par les expériences des personnes présentes à l'atelier, nous avons pu nous rendre compte des difficultés qu'ils rencontrent :

- Manque de coopération, voire même compétition entre les coopératives d'énergie renouvelable
- Manque de vision à long terme d'un territoire sans carbone, et manque de visibilité sur les opportunités économiques
- Absence de vision à long terme de la recherche tant dans l'industrie qu'auprès des acteurs publics du territoire
- On peut également mentionner la difficulté de financement de la part des collectivités non étatiques et de la difficulté de traiter leurs sujets de recherche qui ne sont ni à l'agenda des grandes entreprises ni dans celui des autorités publiques

D'où une série de questions de recherche par rapport à cet enjeu

« Comment rassembler les acteurs autour d'un problème fondamentalement collectif pour dénouer ce qui pose problème aujourd'hui ? »

« Comment assurer une mobilisation à long terme constante et méthodique des acteurs vers une vision commune ? »

« Comment informer les populations locales des bienfaits et des impacts positifs de la transition énergétique ? »

« Comment passer d'une rationalité uniquement basée sur le prix à une rationalité plus large qui permet la transition ? »

Des pistes de réponse :

- Il est nécessaire d'inclure des motivations non-économiques (par exemple la fierté de diminuer ses émissions de CO₂), et de lier cela à la notion de plaisir et de confort (par exemple le confort d'avoir moins de voitures en ville). La notion de prix ne suffit pas pour enclencher un changement de comportement, il faut ajouter la dimension des valeurs et des

convictions.

- Il faut pouvoir mesurer, célébrer la progression et rendre ces mesures visibles et accessibles. Les acteurs présents à l'atelier ont souligné qu'il leur manquait parfois les outils pour faire un diagnostic précis sur la durabilité et la soutenabilité de certains projets.
- Il faut un vrai travail de conscientisation et d'information. Lien par exemple avec les nouveaux thermostats intelligents qui permettent aux ménages de suivre et de mieux contrôler leur consommation d'énergie. Il faudrait cependant élargir ça au-delà du seul cadre du ménage.

Dans un deuxième temps le débat s'est porté sur la question

« Le réseau électrique a-t-il un avenir ? »

- Se dirige-t-on vers la fin du réseau géré de manière centralisée et l'émergence des microgrids ?
- Ou vers un nouveau réseau hybride avec des unités décentralisées toujours connectées à un squelette commun ?
- Comment ce nouveau réseau sera-t-il géré et maintenu ?
- Comment imaginer cette transition d'un réseau géré de manière centrale par un petit nombre d'acteurs vers un réseau géré par un nombre important d'acteurs décentralisés ?

La question de la gestion du réseau est une question technique cruciale. En effet l'intégration d'unités de production d'énergie renouvelable pose de sérieux problèmes techniques, de par le caractère décentralisé et intermittent de ces sources d'énergie. La question du stockage intervient également, en particulier pour les unités déconnectées. Actuellement personne n'a de vision claire de vers quoi on se dirige, la transition risque d'être chaotique si on ne l'accompagne pas.

Des pistes de réponse :

- beaucoup d'acteurs, beaucoup plus petits avec moins de capital et plus libéralisés
- deux types de consommateurs : celui qui cherche le prix minimum sans s'impliquer dans la nature du choix fourni par un tiers et les acteurs qui veulent gérer voire investir eux-mêmes.
- il est important de définir qui a le droit de stocker l'énergie car cela aura une incidence très importante sur la physionomie du réseau.

Remarques générales soulevées lors de l'atelier par rapport à la recherche partenariale en générale

Les rôles de l'information, de la sensibilisation et de la conscientisation ont beaucoup été évoqués lors de l'atelier. Il semble évident qu'il faut absolument mettre en commun les connaissances très techniques, mais parfois déconnectées de la réalité de la recherche scientifique, avec l'expérience des acteurs sociaux. Il faudrait que la recherche scientifique soit davantage alimentée par les intérêts territoriaux, et par les acteurs qui sont le plus au fait des problématiques rencontrées.

On remarque que la recherche scientifique est davantage poussée par les intérêts (changeants) des grands acteurs industriels. On remarque également un énorme problème d'information: les populations locales sont inondées d'informations contradictoires. Ceci conduit inévitablement à un manque de confiance et à un désintéressement pour les questions énergétiques.

Les financements de la recherche sont à trop court terme, de 3 à 5 ans et sur des thématiques variant au gré des politiques ou des intérêts industriels. Il faut des financements à plus long terme qui dépassent la temporalité politique. En particulier, on a évoqué par exemple la difficulté en Wallonie de faire aboutir un projet éolien (des années de procédure qui n'aboutissent pas à cause entre autres de lobby, de l'attitude « nimby », ...).

2 Accompagnement des transitions liées à l'âge : quelles recherches pour une société inclusive du care ?

Lentement mais sûrement, les sociétés du Nord prennent conscience du défi que constitue le vieillissement et en particulier ce que les démographes nomment le « vieillissement dans le vieillissement ». Ce phénomène constitue un défi à la solidarité sur le plan collectif et individuel : pour nos systèmes sociaux censés maintenir la cohésion entre générations en temps de crise, mais aussi pour les individus dont la probabilité d'avoir à répondre au besoin de *care* d'un-e proche, tout en s'occupant d'enfants et en poursuivant une carrière professionnelle, est de plus en plus forte. L'atelier aura pour objectif :

1/ de susciter les échanges entre chercheurs et acteurs dont le souci commun est de créer une société plus « care-inclusive », c'est-à-dire davantage tournée, dans ses grandes orientations, vers le développement d'une nécessaire solidarité envers celles et ceux qui, au quotidien, prodiguent, organisent ou reçoivent le *care*.

2/ d'identifier plus précisément les enjeux qui émanent de l'environnement de plus en plus complexe des organisations et des personnes impliquées dans l'accompagnement des transitions liées à l'âge.

Ce premier atelier a permis de rassembler des collègues académiques et des acteurs de terrain et de proposer une certaine pluridisciplinarité pour aborder la question d'une société du care inclusive. En cela l'atelier fut très positif. Mais il est important de garder à l'esprit que l'on a, à ce stade, uniquement débattu de premières pistes de travail et qu'il n'y a pas de véritables questions de recherche communes à ce stade. Il y a bien, en revanche, une recherche de dialogue dont il se dégage que l'emploi de termes communs reste un enjeu et où la confrontation des perspectives – liées à des disciplines et des trajectoires/objets de recherches différentes - capte une grande partie de l'énergie et de l'attention.

Questions de recherche co-construites/évaluées lors de l'atelier

« Comment rendre les personnes vieillissantes actrices de leur parcours et des transitions qu'il contient nécessairement ? »

Problématique : Que ce soit dans les formes d'habitats groupés ou solidaires, dans lesquels peuvent se trouver impliquées des personnes plus âgées (Habitat et Participation), que ce soit dans des initiatives locales d'accompagnement des individus à leur domicile (FEDOM), ou encore dans le cadre de la réflexion d'une fédération d'entreprise à profit social active notamment dans les services et soins à domicile (UNIPSO), une problématique centrale concerne **la place de l'individu vieillissant et la volonté des acteurs de lui (re)donner une place centrale.**

Cette problématique renvoie non seulement à **l'importance des mots utilisés** dans l'action (parler de client, d'usager, de bénéficiaire = vision de politique de prise en charge ; client = vision marchande ; patient = vision malade d'autant que dans ce dernier cas la « personne patiente »), mais aussi et surtout, derrière ces mots, à **la manière dont on conçoit l'action** (quelles valeurs, normes, quelles représentations liées au vieillissement influencent l'action ?). Il ressort en effet, que « mettre la personne âgée au centre » permet de mettre en avant **des relations de réciprocité** (entre participants à un projet d'habitat solidaire ; entre aînés, aidant-proches et professionnels dans le cadre de l'accompagnement au domicile ; entre représentants patronaux, professionnels et aînés dans une recherche intersectorielle sur le vieillissement).

Plusieurs difficultés ont été soulignées par rapport à cette perspective. D'abord, pour « mettre l'acteur au centre », « faire avec » au lieu de « faire pour », l'image du citoyen émerge à travers différentes pratiques (projet de label HADA « habitats amis des aînés » ; démarche citoyenne de type CCCA ou « villes et communautés amies des aînés », « quand elles sont bien organisées » ; discussion d'une recherche UNIPSO par des aînés). Or, dans ce cas, il s'agit souvent d'un acteur qui reste « engagé dans l'action ». Dans ce cas, est-il légitime pour « parler pour » la diversité des personnes vieillissantes ? En outre, parler des « bénéficiaires » en « citoyens », cela ne va pas jusqu'à accepter que le « client est roi » : les désirs individuels sont médiés par ce que les professionnels peuvent faire, cette relation étant elle-même triangulée par des règles collectives (législation, etc.).

Si l'intérêt pour « mettre la personne au centre » peut être porté par une partie des chercheurs, tant les acteurs que les chercheurs soulignent une difficulté récurrente : derrière la volonté affichée de considérer l'individu vieillissant dans ses trajectoires, comme un citoyen, un acteur, etc., une difficulté majeure concerne **le temps nécessaire à ce type d'approche**. Le temps long est nécessaire pour la construction d'échanges réciproques de points de vue, pour s'assurer que les personnes soient bien formées, informées et à même d'interagir en conséquence (tant des aînés vers les professionnels, que des professionnels vers les citoyens ; et également entre professionnels).

Deuxième difficulté (et solution à la première difficulté) : **l'importance des méthodes**. Certes, « prendre en compte » les personnes âgées prend du temps. Mais derrière ce temps, il s'agit de s'interroger pour savoir si l'organisation sociétale de la « prise en charge » (termes qui devraient, selon les membres de l'atelier, être remplacés par la notion « d'accompagnement ») du vieillissement par les politiques publiques dispose aujourd'hui d'une approche suffisamment participative ou inclusive aux aînés. On rejoint alors ici les questions de la recherche WISDOM qui après avoir identifié une série d'innovations sociales en matière d'accompagnement de care, tente de déterminer les conditions pour la généralisation des pratiques les plus innovantes. Bref, dans un souci de « scaling up », la place des personnes âgées semble mériter d'être mise en avant non seulement pour l'action (quelle gouvernance ?) mais aussi pour la recherche (recherche participative & co-recherche ?) à travers des **méthodologies plus inclusives**. Ainsi, il apparaît rarement des travaux ou des pratiques sociales qui, dès le départ, donnent la parole aux aînés, ceux-ci étant plus fréquemment « pris en compte » en cours de processus et de manière plus ou moins soutenue.

Une dernière difficulté renvoie plus à un questionnement : considérer les aînés comme des citoyens /adultes / personnes « comme les autres », fusse-t-il au nom du refus de leur stigmatisation, n'est-ce pas paradoxalement s'empêcher de penser aux spécificités du vieillissement ? N'y-a-t-il pas un risque à considérer, au final, que la vieillesse n'existe pas ?

« Sous le thème de la transition, quelles rapports entre acteurs : intersectorialité, mise en concurrence ou émergence de pratiques innovantes ? »

Dans le cadre d'une société du care, l'appel au travail en partenariat, la promotion de l'intersectorialité est un élément régulièrement pointé. Cet appel laisse poindre l'existence de concurrence et de potentiels de collaboration entre acteurs, secteurs d'activités et entre modes d'action publique (gestion plus centralisée ou décentralisée; gestion plus marchandisée ou non marchande / à profit social). Mais cette discussion sur le « découpage » entre secteurs renvoie aussi au constat de situations vécues qui ne sont pas rencontrés par ces secteurs et sont à la recherche de réponses : que ce soit la place des « aidants-proches », la possibilité d'habitats entre le domicile et l'institution, ou encore des formes d'accompagnement et de logements communautaires reliant aînés, professionnels et bénévoles. L'intersectorialité serait donc l'occasion d'identifier des espaces vides propices à l'inventivité.

L'intersectorialité peut apparaître à certains moments, par exemple à l'occasion de la régionalisation des soins de santé en Wallonie ; pour l'UNIPSO, cela a pu être une opportunité pour proposer une vision transversale du vieillissement, plus attentive à la « qualité de vie » des aînés et permettrait de penser à la place des secteurs les uns par rapport aux autres.

Les difficultés des approches renvoient à leur mise en œuvre : sont-elles initiées par des acteurs (la majorité des exemples présentés) ou peuvent-elles être encouragées par un acteur central, voir par l'autorité publique (dans ce cas, n'y-a-t-il pas résistance/crainte des acteurs ?) ?

Remarques générales soulevées lors de l'atelier par rapport à la recherche partenariale en général

Plus que la recherche partenariale en tant que telle et son rôle, ce sont des relations entre des acteurs et des chercheurs dont il est rendu compte ici ; c'est le chercheur qui nomme, aujourd'hui, ce type de rapport comme de la « recherche partenariale ». Ce point est important à rappeler car il existe certaines pratiques participatives de longue date (cfr. Habitat et Participation) qui peuvent inspirer le renouveau actuel de la recherche partenariale.

Très nombreux exemples cités de recherche partenariale : en termes d'habitats participatifs incluant des aînés (Habitats Kangourous, Habitat Abbeyfield, etc.), de réflexion sur ce thème (étude UCL « habitat et vieillissement » et la construction d'un « label HADA Habitats amis des aînés ») ou de pratiques gérontologiques (Maison de repos et de soins « Domaine Rièzes et Sarts ») ; en termes d'approche intersectorielle du vieillissement portée par des acteurs (UNIPSO) ou en termes de pratiques d'accompagnement locales (CCCA et VADA ; gardes répit ; maisons communautaires, etc.).

L'intérêt actuel, comme dans la recherche WISDOM, est de comprendre comment ces initiatives de recherche partenariale, fonctionnant souvent à un niveau micro (par ex. rural ou à l'échelle du quartier), peuvent avoir une portée plus large. À ce titre :

- Le rôle de la recherche comme légitimation d'une action est bien identifié ; en outre, cette légitimité scientifique de l'action n'est pas unique et peut s'accompagner d'autres formes de légitimité, telle qu'une légitimité technique (ex. du label HADA légitimé aussi par des architectes et experts en aménagement)
- Importance de partager des méthodes communes entre acteurs et chercheurs mais les méthodes inclusives prennent du temps. Comment alors s'assurer du maintien de la motivation des participants (professionnels et, plus encore, citoyens) ;
- Volonté partagée entre acteurs et chercheurs d'impliquer (ou non) des aînés dans leur démarche et tentatives d'inclure ces voix dès le départ ;
- Dans leurs diverses transitions, les aînés peuvent connaître des phases de pertes d'autonomie ; ces situations peuvent devenir des contraintes. Les solutions pour continuer la participation consistent alors à s'appuyer sur l'avis des aidants-proches et/ou des professionnels. Quels problèmes concrets ce changement de « voix » implique-t-il ?

Certaines tensions ont été repérées qui méritent une attention particulière pour une co-construction de pistes de recherche :

- Tension au sein des organisations entre le bien être des travailleurs et la finalité sociale, dont le bien-être des bénéficiaires. Comment outiller les travailleurs par rapport à ces tensions potentielles ? Comment rendre compatible le droit de l'utilisateur et le droit du travailleur ?
- Tension sur la conception de la personne âgée et sur son accompagnement : « mettre la personne au centre » semble déjà un concept dépassé. Une nouvelle piste évoquée est plutôt d'inclure la personne dans le réseau (plusieurs étapes historiques dans la relation patient : d'abord paternalisme ; puis patient au centre mais tout seul ; puis assis autour de la

table au même titre que les autres acteurs).

- Au niveau organisationnel : Comment une ASBL peut-elle poursuivre sa finalité sociale tout en diversifiant ses ressources ? Comment les organisations qui accompagnent les personnes âgées peuvent-elles s'insérer dans un projet de transition au niveau interne et au niveau du territoire local, s'articuler avec les autres acteurs de la transition ? Il y a des caractéristiques au « secteur » de l'accompagnement (fonctionnement en silots, peu de communication entre acteurs) qui constituent de véritables freins pour une participation au changement. Pourtant des innovations sociales existent, il y a lieu de davantage connaître leur fonctionnement et les pratiques par lesquelles elles réussissent à faire des ponts (avec l'alimentation durable, le recyclage, l'énergie etc...)

Autres pistes de recherche possibles à vocation empirique

Formes, effets et limites des nouvelles solidarités dans le champ du vieillissement

Des innovations sont constatées sur le terrain du domicile, notamment dans des nouvelles formes d'habitat, qui s'appuient sur le partage d'un logement, de plusieurs salles au sein du logement sur ou l'échange de services. Quel type de réciprocité est mise en œuvre dans les différentes innovations sociales du domicile et quelles sont ses limites? L'habitat intergénérationnel ou l'habitat groupé semble instaurer un mode réciprocaire particulier mais plusieurs limites sont identifiées sur le terrain. En effet, la réciprocité prônée par ses innovations est limitée par l'arrivée de la dépendance qui nécessite d'autres types d'aménagements ou d'interventions (ex : Abbeyfield qui n'accueillent pas de personnes dépendantes). Le lien qui s'établit n'est pas exempt d'obligations : comment établir une réciprocité de type égalitaire, basée sur de l'échange respectueux ? Comment faire de l'habitat adapté un habitat solidaire qui intègre, par exemple, des personnes plus fragilisées sur le plan social ou de la santé ? La collaboration concrète entre porteurs de projet et chercheur-e-s est susceptible d'interroger de façon féconde et critique ces nouvelles réciprocités et de dégager les conditions d'un soutien adéquat de la part des pouvoirs publics. Il y a lieu de penser aussi les échecs dans ce domaine : beaucoup de services d'aide familiale se sont investis dans l'accueil familial, ont réussi à trouver des accueillants, des maisons, des aînées, des professionnels et à mettre en place des systèmes de fonctionnement et de rémunération qui pouvaient fonctionner mais le projet ayant été pensé d'en haut, sur base d'un modèle importé, il n'a pas fonctionné, faute aussi d'un cadre social et fiscal de l'accueillant-e. Il y a également lieu de réfléchir aux effets de ces nouvelles réciprocités sur le réseau existant des personnes âgées.

Penser le projet de vie aux différents âges de la vieillesse, en articulation avec un territoire en transition

Sur le plan des individus vieillissants se pose aussi la question des « projets de vie » individuels liées aux façons plurielles de vieillir et aux différents âges de la vieillesse. Concept fort utilisé sur le terrain de l'aide à domicile, il est encore peu exploré du point de vue scientifique. La démarche consisterait à interroger, sur le plan de la psychologie notamment, les façons d'anticiper les vieillesse, les modes d'inclusion dans l'élaboration de ce projet les personnes aidantes proches et de leur propre projet, de proposer aux personnes de parler ensemble de ce qu'elles veulent pour plus tard. En termes de débouchés pour les organisations d'aide à domicile, il s'agirait de réfléchir à des « conventions d'accompagnement » pour l'entourage professionnel et non professionnel.

Les effets individuels des différents « projets de vie » doivent aussi être étudiés. Par exemple, on connaît encore peu l'effet d'un contact permanent d'une personne, que ce soit l'aidant-e proche ou la personne âgée, avec un entourage constitué de personnes en déclin fonctionnel et cognitif. Les effets d'une institutionnalisation ou d'un accompagnement à domicile doivent aussi être étudiés de ce point de vue-là.

Enfin, comment aller jusqu'à la fin de vie dans l'accompagnement à domicile ? Il y aurait lieu de s'appuyer sur l'idée que la personne a une vie, qu'elle la commence et qu'elle la termine, que les transitions doivent être intégrées dans les organisations qui l'accompagnent dans sa vie à domicile. On a trop construit les secteurs de façons tronçonnées. La transition au niveau individuel mais aussi dans une perspective plus large nécessite de revoir le vocabulaire de la vieillesse, de parler de façon respectueuse de la PA.

3 Atelier sur l'évolution des régimes alimentaires, l'accès à un régime diversifié et les inégalités sociales

Une alimentation de qualité doit être diététiquement suffisante et équilibrée, agréable pour les sens, sûre et respectueuse de l'environnement et des travailleurs. Plutôt que de les opposer, la qualité de l'alimentation doit associer les préoccupations sanitaires, sociales et environnementales. Cependant, notre système agro-alimentaire délivre certes de la nourriture à faible coût financier, mais souvent à un coût élevé pour l'environnement, la santé humaine et le bien-être animal.

Cet atelier veut explorer un ensemble d'actions locales et citoyennes concourant à une stratégie globale pour l'alimentation et discuter les conditions d'émergence d'une réelle politique de l'alimentation intégrée et transversale.

Diagnostic : nous sommes dans un système agro-alimentaire qui est en crise à plusieurs égards. *D'abord*, nous sommes dans une crise écologique qui tient aux conséquences sur l'environnement de l'agriculture industrielle (biodiversité, gaz à effet de serre, perte de fertilité des sols). *La deuxième crise* est une crise sanitaire : dans tous les pays de l'UE, les maladies non-transmissibles liées à l'alimentation sont en augmentation et l'obésité est le vecteur faisant le lien entre alimentation d'une part et ces maladies cardiovasculaires, diabètes, etc., d'autre part. La Belgique est dans une moyenne – les pays les plus affectés sont le Royaume Uni et Malte, et le moins affecté est la Roumanie. Mais comme les autres pays, la Belgique voit peu à peu augmenter les taux d'obésité comme les autres pays. Ceci est notamment attribué aux aliments fortement transformés et, plus largement, à l'alimentation industrielle. *Troisièmement* nous sommes dans une crise sociale. Les inégalités ont crû et, à l'échelle de l'UE, 18% des ménages se trouvent en situation de pauvreté alimentaire. Ici en Belgique, nous n'avons pas les mêmes problèmes qu'aux USA, où les produits frais sont plus chers que ceux transformés. Ici le problème a plus à voir avec d'autres questions comme le coût de l'électricité pour cuisiner les aliments, l'accessibilité physique aux supermarchés (notamment dans la campagne) et l'impact de celle-ci sur le choix des aliments. *Quatrièmement*, nous sommes face à une crise agricole – 67% des petites exploitations agricoles ont disparu depuis 30 ans, surtout les fermes de plus petite taille. La surface moyenne en UE est de 25ha, contre 6.5ha il y a quarante ans. Les petits exploitants ont beaucoup de mal à subir cette concurrence et les exploitations dites familiales disparaissent en grand nombre, chez nous comme ailleurs. *Finalement*, il y a aussi une crise de coopération au développement : nous n'avons pas encouragé les pays du Sud à investir leurs propres capacités à se nourrir.

Dans ce contexte de crises interdépendantes, il y a des opportunités d'action. La question pour aujourd'hui est comment maximiser les synergies entre recherche et action sociale, entre chercheurs et acteurs sociaux, pour saisir ces opportunités. En effet, il y a une opportunité d'alliance, sous-explorée, entre les ONGs de l'environnement, groupes qui travaillent sur des populations les plus pauvres, ONGs de coopération au développement, etc. Est-ce que la situation actuelle n'est pas l'occasion de tisser des liens entre acteurs qui s'ignorent ? Par exemple les producteurs qui se

tournent vers l'agroécologie et les mutuelles qui s'inquiètent de l'avenir des soins de santé car on a une alimentation qui détruit notre santé.

Quel est le lien entre la demande et l'offre dans ce domaine ? Nous devons travailler sur l'évolution des systèmes alimentaires à partir du consommateur, et non seulement du producteur. Il y a beaucoup de travaux sur l'agroécologie mais celle-ci ne va se déployer que si le consommateur change aussi d'habitudes.

Quel est le rapport entre les expériences innovantes et les différents niveaux de l'administration ?

Comment maximiser les liens entre acteurs sociaux et chercheurs ?

Témoignages des porteurs de projet

Martin Biernaux (projet alimentation à Solidaris – Mutualité Socialiste)

→ Pourquoi traite-t-on la question de l'alimentation dans une mutualité ? Pour agir sur les déterminants de la santé, réduire les inégalités sociales de santé, et action sur les environnements de santé et les modes de vie.

→ Objectifs : Redonner du pouvoir/des choix aux personnes et promouvoir l'alimentation durable, améliorer l'environnement alimentaire, porter attention aux dimensions économique, sociale, culturelle et psychologique, orienter vers le plaisir.

Principaux obstacles

- Obstacles internes : difficulté de sortir du discours nutritionnel, importance du soutien institutionnel, masse critique atteinte pour les actions en interne, rencontre du travail en chambre et de la réalité du terrain.
- Obstacles externes : le politique, dimension identitaire de l'alimentation, transmission familiale des connaissances rompue. Le plaisir est un levier universel, et donc c'est celui qu'on utilise, les autres dimensions de la qualité pouvant venir après.

Jeanne Collard (TCO Service à Ottignies)

Société de restauration collective en alimentation durable – restauration scolaire, 8000 repas tous les jours, 120 écoles au total. Trois piliers : (1) Pilier santé : repas équilibrés, matières de base peu transformées, diminution du sucre et matières grasses, un repas végétarien par semaine, etc. ; (2) Pilier environnement : produits bio [20-25%], locaux [20-25%], du poisson MSC, produits peu emballés, triage des déchets, lutte contre le gaspillage alimentaire, produits desaisonniers [70%] ; (3) Pilier social : formation des travailleurs

Principaux obstacles

Marché public, l'aspect financier, connaissances (comment cuisiner, est-ce qu'un repas sans viande est un vrai repas, etc..).

Steve Evrard (responsable du plan de cohésion sociale à la commune d'Ottignies)

Trois outils principaux :

→ Cuisines de quartier

Principaux obstacles

Mobilisation du public précarisé très difficile

Discours normatif descendant (top-down) et en décalage des attentes/problématiques des personnes

Nous parlons beaucoup de la vision de classe moyenne/aisée : il faudrait montrer l'exemple aux pauvres

Codes culturels/religieux = changement lent, voire peu de changement.

→ Potagers de quartier

Principaux obstacles

Mobilisation des publics pas nécessairement précarisés

Stratégie de production, mais pour certaines personnes c'est plutôt pour question d'être soutenu, écouté, dans des échanges plus solidaires, plus coopératifs.

→ Diagnostic communautaire = outil visant à modifier des situations problématiques en partant notamment des ressources des personnes, entretiens individuels et collectifs sur l'importance du bien-être, et compréhension des déterminants de santé (logement, emploi, loisirs, mode de vie, relations aux autres...)

Principaux obstacles

L'accès ou la qualité de l'alimentation a été peu exprimé par les personnes interviewées.

Bien-être = dimension très large, mais santé = discours normatif,

Equilibre fragile entre accéder à une meilleure alimentation vs vivre de manière décente (d'abord il faut se loger, avoir l'électricité, etc., beaucoup de personnes n'ont pas le choix)

Renforcé par la complexité des systèmes d'accès (par ex. normes sociales, coût, mobilité/transport/accès physique) et d'informations (qu'est-ce qui est bon pour ma santé ?) et le non-emploi (ressources financières limitées)

Nadine Pozza (Epicierie sociale du Centre Placet à Louvain-la-Neuve)

Principe : 50% du prix payé par le bénéficiaire (qui doit être étudiant à l'UCL et CPAS), 50% par le service envoyeur

Constat : augmentation importante des demandes d'aide sociale, notamment par rapport à l'alimentation. Offre de produits non-transformés, frais, avant locaux mais maintenant à travers Colruyt. Ateliers cuisine, tables rondes, gestion de budget.

Principaux obstacles

Institutionnels (pas reconnus donc pas de subventions, mais comme asbl nous sommes assujettis à la TVA), le projet dépend des bénévoles pour la gestion (kot à projets)', étudiants à très faible revenu (du Sud, boursiers)

Marie-Noëlle Paris (Centre local de promotion de la santé du Brabant wallon à Wavre)

Soutien/accompagnement aux professionnels qui développent des projets en promotion de la santé et le bien-être, et donc de l'alimentation. Ex. potagers collectifs comme instrument de réinsertion professionnelle pour aller au-delà du discours informé/éduqué et utiliser ces projets pour atteindre d'autres publics.

Questions de recherche co-construites/évaluées lors de l'atelier

« Est-ce qu'un modèle de distribution d'alimentation locale et accessible est compatible avec ce système où l'argent est la monnaie d'échange ? »

Problèmes soulevés

- L'Économie collaborative est plutôt basée sur le temps, est-ce que cela ne marcherait mieux ? Par contre cela ne marcherait pas avec des populations précarisées, qui manquent des deux.

La question du prix des aliments

- Prix abordable vs prix élevé -> fausse question, car les chaînes courtes ont des prix plus élevés que celui de la grande distribution, donc la question est plutôt quel est le prix qu'on est prêt à payer pour une alimentation saine. Est-ce que je suis prêt à consacrer X pourcent de mon revenu à mon alimentation ? Dans un gasap on a l'impression de payer moins -> question psychologique
- Changement au niveau du consommateur – pourquoi est-ce qu'on exige aux producteurs de réduire ses prix et qu'on ne demande pas aux consommateurs de s'adapter eux aussi ? -> Prix relatif à la mentalité. Par contre, discours pas applicable à des personnes à faible revenu.
- Problème des prix des fruits et légumes dans des supermarchés : type Delhaize/Colruyt/Carrefour vs type low-cost (Lidl), où les fruits et légumes peuvent être en moyenne jusqu'à 40% plus chers (pas label).

Il y a deux points : est-ce que les prix sont abordables/quel le prix est-ce que je suis prêt à payer pour une alimentation saine ? Et jusqu'où va-t-on aller pour que cela ne devienne pas de l'exploitation pour les agriculteurs et qu'ils puissent vivre de leur travail ? Même si dans les chaînes courtes on peut trouver des prix plus abordables, les agriculteurs ne s'en sortent pas

« Comment changer les normes sociales de manière telle que la bonne alimentation devienne la norme et que les gens soient équipés pour faire le bon choix ? »

Problèmes soulevés :

- Rapport homme-femme (qui fait la cuisine), comment on comprend la santé, etc. ces questions vont au-delà de la question purement économique.
- Quels outils pour changer les mentalités par rapport au prix et au temps (nécessaire pour préparer les repas, perte de savoirs culinaires) ?

Pour sortir de la précarisation, les personnes veulent aller au-delà du bénévolat et se sentir reconnus. La question des pouvoirs publics doit être donc présente (par ex. financements publics qui permettraient aux épiceries solidaires de survivre pour donner accès à une alimentation saine)

« Évaluation de la durabilité des filières alternatives »

Problèmes soulevés

- Quelles sont les conditions permettant l'accès à des filières alimentaires alternatives ? Comment on peut les faire plus accessibles à la population en générale et non pas juste par cooptation par des amis/connus ?

4 Atelier sur les groupes d'action locale comme mode de gouvernance territoriale

Introduction

Les groupes d'action locale (GAL) financés dans le cadre du programme LEADER Européen jouent un rôle croissant dans des projets territoriaux de transition portés par les acteurs locaux. Quelques exemples sont l'initiation de circuits courts par le GAL Culturalité en Brabant Wallon, la création du parc naturel de Gaume par le GAL Cuestas ou encore les projets de mobilité multimodale dans le GAL Condroz-Famenne. Même si l'action des GAL peut être très diversifiée, cet atelier souhaite confronter l'expérience de GAL plus anciens à des GAL plus récents, ou en voie de construction et explorer comment des projets de transition écologique et sociale peuvent trouver des synergies avec ce dispositif de gouvernance territoriale.

Les Groupes d'Action Locaux (GAL) sont des outils de développement du territoire, en lien avec les communes, mais ils offrent aussi une complémentarité vis-à-vis de la commune vu leur financement propre (par le programme EU Leader) et la présence de membres privés dans les groupes de pilotage des projets.

Souvent les GAL ne financent pas directement les projets, mais jouent un rôle important de « levier » parce qu'ils aident des acteurs à chercher des financements, à lancer des projets pilotes qui permettent de chercher d'autres financements et de conduire des études de faisabilité.

En pratique de nombreux GAL ont été les moteurs principaux dans la réalisation de projets qui jouent un rôle dans la transition écologique et sociale, comme (sélection de projets déjà mis en œuvre, à titre d'illustration) :

- Itinéraires de mobilité douce (vélo, piétons)
- Soutien aux circuits courts alimentaires
- Projets de co-housing
- Cuisines de collectivité
- Projets de vergers haute-tige
- Taxi social
- Coopératives pour microcentrale hydro-électrique
- Inventaire en vue d'améliorer le maillage écologique

L'atelier vise à co-construire des perspectives de recherche pour faire connaître ce dispositif original, réfléchir à son amélioration et d'augmenter notre compréhension des mécanismes à l'œuvre dans la transition plus généralement.

Les ateliers de LPTransition peuvent aussi être une opportunité de s'appuyer sur des GAL existants pour soutenir la création de nouveaux GAL, comme le GAL de Gembloux, pour faire du transfert de savoirs entre les GAL, et de les mettre en réseaux avec des chercheurs intéressés.

La question plus spécifique sous-jacente de l'atelier était : Quels sont les outils de gouvernance territoriale à notre disposition ?

Présentation des GALs par les porteurs de projet

Fonctionnement :

- Le GAL s'inscrit dans une dynamique de développement du territoire, en lien avec les communes, mais offre aussi une complémentarité vis à vis de la commune :
 - exemples : les GAL travaillent avec des dépenses immatérielles (investir dans les gens), tester des projets pilotes, travail transcommunal (tous les projets doivent couvrir l'ensemble du territoire), temporalité plutôt sur 4/5 ans.
- Les GAL visent à mettre des ressources humaines au service du territoire, pour tester des nouvelles choses (animation territoriale).
- Les GAL sont financés à 90% par le public, 10% par les partenaires. 6/7 équivalents temps plein. La question de l'argent n'est pas anodine dans le pilotage, les intérêts divergents nuisent à la bonne entente dans le groupe (« ça pourrait un peu l'ambiance »), et ça crée de la compétition entre les différents intérêts présents.
- Le GAL se différencie des autres processus de participation dans son approche bottom-up
- La création d'un GAL se base sur quelques citoyens. Mais la décision in fine incombe au pouvoirs public (échevins et bourgmestre).
- Souvent beaucoup de 'casquettes' présentes lors de la création de nouveau GAL.

Evaluation :

- Il y a une tendance de méfiance du citoyen vis-à-vis des projets portés par la Commune. Exemple : un projet de diversification agricole n'a pas marché, alors que projet actuel de circuit court marche très bien. La différence entre les deux est que le 1^{er} projet était perçu comme 'le projet de la Commune', là où dans le nouveau projet (circuit court) les mandataires sont moins impliqués. Malgré le caractère très institutionnel, le système du GAL essaye de ne pas se faire voir comme 'le projet de la Commune'.
- Question de l'autonomisation des projets portés par les GAL :
 - Exemple de paniers en coopérative : prend de l'ampleur, donc on a essayé d'autonomiser les producteurs. Résultats positifs : 500 paniers par semaine, 25+ producteurs. Mais les producteurs auraient préféré que la Commune garde le contrôle plus longtemps
 - Exemple de coopérative hydro-électrique : dirigé par le GAL puis autonomisé, mais avec participation du GAL/Commune dans les CA/AG.
- Un GAL doit se constituer d'au moins 51% de membres 'privés'. Pour chaque projet il faut créer une plateforme participative qui n'a pas pouvoir de décision finale mais qui décide de la direction. Mais en pratique, l'implication du public reste souvent marginale dans la prise de décision, même s'il représente 51% des membres.
- Le vocabulaire de 'transition' n'a jamais été utilisé. Mais on peut dire que certains projets s'y inscrivent. Par contre, on n'est pas nécessairement dans la recherche d'une 'alternative économique' (pas de remise en cause du système)
 - Depuis qu'on utilise le mot 'transition' de manière plus explicite, de nouvelles demandes sont exprimées par des citoyens.
 - Le GAL lui-même est dans une phase de transition : il y a un 'éveil' de transition, autant auprès des pouvoirs publics qu'auprès des citoyens.

- MadeInBW : coopération entre producteurs locaux et supermarchés
 - à la base plateforme web (paniermalin.be) de paniers à la carte, mais le territoire était assez limitant, et elle ratait un nombre de clients qui continuaient d'aller au supermarché.
 - 160 000€ en 2015.
 - Projet similaire à Liège mais porté par le pouvoir public

Présentation sur les plans communaux de développement rural (Dimitri Phukan)

- Les plans communaux de développement rural sont complémentaires à la dynamique des GAL. Ils relèvent d'un mécanisme de financement différent (pas le programme LEADER de l'UE, mais la Région Wallonne).
- On en tire les grands enjeux du territoire pour planifier le processus de développement territorial sur 10/15 ans.
- Depuis le nouveau décret, les plans s'inscrivent dans le cadre du développement durable -> donc questionnement sur comment l'appliquer dans la réalité.

Questions/sujets soulevés

« Comment éviter le problème de la 'professionnalisation de la participation' »

- (i.e. le fait que des processus participatifs attire tout le temps les mêmes acteurs, limitant la participation à une interaction entre pouvoir public et 'professionnels de la participation') ?
 - Remarques : C'est vrai que ce sont souvent les mêmes gens, mais pas toujours. Certains sujets se prêtent mieux à de 'nouveaux' participants que d'autres.
- La participation institutionnalisée freine parfois la participation spontanée, rend certains acteurs de terrain invisibles et tend à homogénéiser certains groupes de citoyens (eg. Populations précarisées). De plus, certains acteurs n'ont pas les moyens (financiers) de participer. Comment éviter ces problèmes liés à des processus de participation institutionnalisés (« de l'establishment ») ?

« Comment créer une temporalité plus longue de recherche ? »

- L'exemple du CIFRE (thèses transdisciplinaires, en France, proche de notre FRESH/FRIA) est-il une piste intéressante pour la Belgique ? Si oui, quels liens possibles avec les GAL ?
 - Remarques :
 - Il y a eu quelques expériences de recherches dans les GAL mais plutôt de manière ad-hoc
 - Il y a des possibilités de collaboration scientifique pré-thèse (niveau master)
 - Travaux existants avec certains professeurs et leurs groupes d'étudiants, ce qui a permis aux membres de l'équipe de prendre du recul et d'avoir un regard frais. Mais temporalité trop courte et donc pas vraiment de conséquences concrètes + résistance de la commune (« si le pouvoir public ne le veut pas, on ne le fait pas »).

« Quelles méthodes marchent pour la participation ? »

Le cadre en place ? Est-ce que ça peut marcher si on s'appuie beaucoup sur des acteurs individuels ? Quel rôle pour les méthodes « d'empowerment » ?

- Remarque :
 - Il y a tout un ensemble de recherches sur les rôles du « Middle manager ? », entre acteurs opérationnels et décideurs qui peuvent être pertinents ici (pour autant de l'adapter à l'entrepreneuriat social et public ?). Les GAL semblent occuper exactement un tel rôle de « middle manager »
 - Ceci renvoie également à la question de la formation des animateurs/coordonateurs des GAL. Quels sont les outils existants (intelligence collective, « rôles du middle manager », action dans un environnement de « coopération » (càd à la fois collaboratif entre les acteurs des projets, mais compétitif vu le lien avec la politique qui soutient certains projets mais pas certains autres))

« Quel lien avec les milieux précarisés ? »

Le modèle des GAL permet-il une réelle intégration de ces publics ? Quels rapports entre les GAL et les assistants sociaux/CPAS ? Quel lien avec l'article 27 ? Le GAL est-il une manière de palier à un manque de cohésion sociale ?

- Remarques :
 - C'est vrai que la dimension sociale est souvent la plus faible
 - Dans certains GAL, il y a des ambitions sociales, mais pas nécessairement d'interlocuteur direct. Il existe quelques bons exemples (ex. crèche itinérante)

« Comment évaluer les projets ? »

- Que deviennent les projets qui s'autonomisent des GAL ? Quels sont leurs impacts réels dans le temps (après avoir quitté le GAL) ? Démontrer la viabilité des projets qui se sont autonomisés des GAL permettrait de légitimer certains projets
- Quelles possibilités d'appliquer le modèle des GAL en milieu urbain ?
- Initiatives de type « MadelnBW » (gouvernance partagée entre consommateurs, producteurs et salariés) : quelle place pour des acteurs commerciaux tels que la grande distribution et d'autres acteurs locaux similaires ?

5 Indicateurs pour la transition écologique et sociale

Introduction

Il est aujourd'hui largement admis qu'une transition écologique et sociale est nécessaire et serait utilement soutenue par des indicateurs appropriés.

Au niveau « macro », c'est-à-dire celui des institutions internationales (PNUD, OCDE, Eurostat...) et nationales (Bhoutan, France, UK, Belgique, Wallonie...), le débat sur un « au-delà du PIB » est nourri et les avancées statistiques sont manifestes.

Au niveau « micro », de nombreuses expériences de transition ont déjà lieu, mais ont peu recours à des indicateurs pour guider leur action. Par ailleurs elles ne reçoivent pas toujours le soutien public dont elles auraient besoin pour se déployer.

Des indicateurs issus d'une interaction micro-macro pourraient-ils catalyser une transition ? Ils pourraient y contribuer de deux manières :

1. Des indicateurs « micro » appropriés permettraient d'accroître la visibilité des expériences de transition et de renforcer le soutien que les pouvoirs publics leur accordent.
2. La prise en compte par les institutions « macro » des initiatives effectives de transition pourrait conduire à une caractérisation plus fine des modalités de la transition et faire progresser l'élaboration d'indicateurs « au-delà du PIB ».

L'objectif de l'atelier est de renforcer le dialogue entre acteurs de terrain, acteurs institutionnels et chercheurs autour de cette question.

Questions de recherche co-construites/évaluées lors de l'atelier

Question 1 : « Articulation entre indicateurs micro et macro : comment les (re-) connecter? »

Quatre enjeux ont été soulevés en lien avec cette question. D'abord, quels sont les **moments-clés** dans lesquels la co-création est vraiment importante dans la construction d'indicateurs. La seconde est celle de **l'institutionnalisation** : par quels moyens les indicateurs pourraient-ils mieux être appropriés par le politique, par les médias, par la société civile ? Est venue par ailleurs la question de **l'objectivation des performances sociétales à travers les sphères** : chez de nombreux acteurs de terrains, comment dépasser le *story telling* (qui pourrait certes constituer un complément intéressant aux indicateurs) pour rendre compte du travail accompli à plus large échelle ? Sur quelle base objectiver les résultats ? Le quatrième enjeu, et non des moindres, est celui de **l'agrégation** : comment rendre compte, au niveau macro, de la diversité des initiatives de transition sans les « noyer » dans une somme ? **Précision conceptuelle** : l'articulation micro-macro ne doit pas être assimilée à l'articulation individuel-collectif.

Question 2 : « Comment construire un indicateur capable de rendre compte de l'impact sociétal et/ou écologique de certaines activités? »

La question de **l'évaluation des impacts sociétaux** de l'économie sociale ou des initiatives de transition a été posée de manière récurrente. Comment refléter les dynamiques de transition ? **Trois difficultés** qu'engendrerait un tel exercice d'évaluation ont été soulevées.

La première est **conceptuelle** : identifier les composantes d'un indicateur de performance sociale s'avère beaucoup plus difficile que celles des indicateurs de performance économique. D'abord, le concept même de « performance » ne s'accorde peut-être pas aux finalités de la transition sociale et

écologique. Ensuite, les temporalités d'évaluation de l'économique et du social ou de l'environnemental sont potentiellement conflictuelles : une tension peut apparaître entre l'impact à court terme (économique, emploi) et à long terme (finalités d'insertion, finalité écologique). Enfin, comment refléter l'impact des modes de gouvernance particuliers qu'une entreprise d'économie sociale poursuit (autre manière d'affecter les résultats, de prendre les décisions en CA...) sur la société dans son ensemble ?

La seconde difficulté est **éthique et normative** : il faut s'accorder sur ce qu'on veut mesurer, ce qui oblige d'avoir une vision sur nos missions sociales, ainsi que sur les types d'impacts sur lesquels on va développer des indicateurs. Au nom de quels principes philosophiques, de quel projet de société ?

Enfin, si l'indicateur est effectivement un moyen de rendre compte des impacts d'une activité, il a aussi une **multiplicité d'autres rôles** : c'est un moyen de dialoguer et de mieux comprendre la complexité de la société ; un outil de rationalisation de l'action ; un balise qui donne **un cap**, un moyen de valoriser ce qui est aujourd'hui dans l'ombre car pas mesurable. Au regard de ces multiples fonctions et de la transversalité de son usage, il est crucial que l'indicateur reflète de la manière la plus fine possible les impacts non-économiques de nombreuses initiatives.

La question cruciale de **l'articulation du social et de l'écologique** a été également posée, mais n'a pu être plus amplement développée.

Question 3 : « Si les indicateurs sont le produit de la société que l'on veut quitter, comment faire en sorte qu'ils soient de réels chevaux de Troie ? Peuvent-ils, en essence, être un outil de la transition ? »

Les indicateurs sont-ils nécessaires à la transition ? Plus fondamentalement, peuvent-ils favoriser la transition sachant qu'ils sont le produit d'une société néolibérale gouvernée par le nombre ? Si les indicateurs veulent devenir des chevaux de Troie dans ce système, une délibération collective sur les valeurs qu'ils véhiculeront sera nécessaire. L'hypothèse sous-jacente à la « stratégie du cheval de Troie » est qu'on ne discute avec le politique qu'au moyen d'indicateurs. Certains intervenants considèrent au contraire que l'on doit cesser d'utiliser des indicateurs pour dialoguer avec le politique et penser des dispositifs innovants, d'autres formes de dialogue.

Question 4 : « Quelle est la finalité des indicateurs pour une transition écologique et sociale ? Quel est le projet de société sous-jacent et les enjeux démocratiques qu'il soulève ? »

Les *Sustainable Development Goals* (SDGs) constituent un **cadre normatif** posant les grandes finalités d'une transition. Il faudrait s'y référer : il faudrait que les indicateurs mesurent les changements des modes de vie pour répondre aux engagements internationaux tels que les SDGs.

Certains considèrent qu'il faut des **indicateurs de résilience**. Toutefois, il a été soulevé que 1) les indicateurs peuvent parfois réduire la résilience s'ils sont trop contraignants et ne laissent plus de place à la créativité, et 2) la résilience porte sur des systèmes trop complexes pour être mise en chiffres.

Un volet important de la discussion a porté sur **l'importance des démarches participatives et sur l'appropriation des indicateurs par les acteurs**. Plusieurs enjeux de nature démocratique ont été soulevés. D'abord, les **modalités de la délibération** exercent une influence sur la construction et sur les finalités des indicateurs. Par ailleurs, la volonté de simplicité du message de l'indicateur, censée toucher le plus grand nombre, se fait au prix d'une perte de complexité des phénomènes indiqués : tension entre démocratisation et précision. Il est noté que les travailleurs sociaux sont souvent sceptiques vis-à-vis des indicateurs : ils ont peur d'être évalués individuellement, d'être contrôlés.

Plusieurs participants ont soulevé le fait qu'une transition n'arrivera que s'il y a une convergence d'acteurs et une **grammaire commune**. Toutefois, si les indicateurs peuvent jouer un rôle dans cette

grammaire commune, rien n'assure qu'une telle grammaire, dans l'état actuel des rapports de force, mène à une véritable transition. La seule manière de sortir de ce piège est de mettre en place ces démarches participatives. Au-delà du projet de société sous-jacent à l'indicateur, il faut penser à son usage.

Remarques générales soulevées lors de l'atelier

Rôles évoqués pour la recherche partenariale

Une question importante a été posée : comment créer un travail participatif qui ait du sens (qui ne soit pas juste un prétexte, une façade) ? Concrètement, les participants ont demandé une 2^{ème} réunion, où chacun partagerait **ses pratiques plutôt que des réflexions plus « abstraites »**.

Contraintes soulevées et solutions

- **Lien entre niveau micro et macro** : comment l'exploiter quand on est un acteur institutionnel?
- **Le manque de moyens** : une vraie démarche participative requiert des moyens que nous n'avons pas toujours.
- **Une approche sectorielle** : à l'échelle du secteur, une personne relais ne serait-elle pas utile pour faire le lien entre problématiques micro et indicateurs macro? Le rôle des fédérations a également été soulevé.
- **La valorisation du travail du chercheur et son implication dans une recherche transdisciplinaire** :
 - **Le défi pour les chercheurs** : se mettre au niveau d'initiatives locales mais comment faire valider la recherche par rapport aux modes d'évaluation traditionnels ?
 - **Les acteurs de terrain manquent de moyens** : au nom de quoi décide-t-on d'investir dans la recherche en tant qu'acteur de terrain?

Récapitulatif : questions de recherche formulées par les participants aux ateliers

La transition énergétique : entre innovations technologiques, sociales et organisationnelles

- Comment rassembler les acteurs autour d'un problème fondamentalement collectif ?
- Comment assurer une mobilisation à long terme constante et méthodique des acteurs vers une vision commune ?
- Comment informer les populations locales des bienfaits et des impacts positifs de la transition énergétique ?
- Comment passer d'une rationalité uniquement basée sur le prix à une rationalité plus large qui permet la transition ?
- Le réseau électrique centralisé a-t-il un avenir ?

Accompagnement des transitions liées à l'âge : quelles recherches pour une société inclusive du care ?

- Comment rendre les personnes vieillissantes actrices de leur parcours et des transitions qu'il contient nécessairement ?
- Sous le thème de la transition, quels rapports entre acteurs : intersectorialité, mise en concurrence ou émergence de pratiques innovantes ?

L'évolution des régimes alimentaires, l'accès à un régime diversifié et les inégalités sociales

- Est-ce qu'un modèle de distribution d'alimentation locale et accessible est compatible avec ce système où l'argent est la monnaie d'échange ?
- Comment changer les normes sociales de manière telle que la bonne alimentation devienne la norme et que les gens soient équipés pour faire le bon choix ?
- Évaluation de la durabilité des filières alternatives.

Les groupes d'action locale comme mode de gouvernance territoriale

- Comment éviter le problème de la 'professionnalisation de la participation' ?
- Comment créer une temporalité plus longue de recherche ?
- Quelles méthodes marchent pour la participation ?
- Quel lien avec les milieux précarisés ?
- Comment évaluer les projets ?

Les indicateurs pour la transition écologique et sociale

- Articulation entre indicateurs micro et macro : comment les (re-) connecter ?
- Comment construire un indicateur capable de rendre compte de l'impact sociétal et/ou écologique de certaines activités ?
- Si les indicateurs sont le produit de la société que l'on veut quitter, comment faire en sorte qu'ils soient de réels chevaux de Troie ? Peuvent-ils, en essence, être un outil de la transition ?
- Quelle est la finalité des indicateurs pour une transition écologique et sociale ? Quel est le projet de société sous-jacent et les enjeux démocratiques qu'il soulève ?